ASSEMBLÉE NATIONALE

6 octobre 2022

PLFSS POUR 2023 - (N° 274)

Tombé

AMENDEMENT

N° AS1276

présenté par

M. Philippe Vigier, M. Berta, M. Isaac-Sibille, rapporteur M. Falorni, Mme Josso, Mme Maud Petit, M. Turquois, Mme Babault, M. Balanant, Mme Bannier, M. Blanchet, M. Bolo, M. Bourlanges, Mme Brocard, M. Bru, M. Cosson, M. Croizier, M. Cubertafon, M. Daubié, Mme Desjonquères, M. Esquenet-Goxes, Mme Ferrari, Mme Folest, M. Fuchs, Mme Gatel, M. Geismar, Mme Perrine Goulet, M. Gumbs, Mme Jacquier-Laforge, M. Lainé, M. Laqhila, Mme Lasserre, M. Latombe, M. Lecamp, Mme Lingemann, Mme Luquet, M. Mandon, M. Martineau, M. Mattei, Mme Mette, M. Millienne, Mme Morel, M. Ott, M. Pahun, M. Frédéric Petit, Mme Poueyto, M. Ramos, Mme Thillaye, Mme Vichnievsky et M. Zgainski

ARTICLE 29

I. – Supprimer les alinéas 8, 9 et 33.

II. – En conséquence, après l'alinéa 10, insérer l'alinéa suivant :

– après la référence : « L. 162-16-5-2 », sont insérés les mots : « , à l'exception de celles afférentes à des spécialités pharmaceutiques achetées par l'Agence nationale de santé publique en application de l'article L. 1413-4 du code de la santé publique, »

III. – En conséquence, à l'alinéa 25, après la référence :

« L. 162-16-5-2 »,

insérer les mots :

« , à l'exception de celles afférentes à des spécialités pharmaceutiques achetées par l'Agence nationale de santé publique en application de l'article L. 1413- 4 du code de la santé publique, ».

IV. – La perte de recettes pour les organismes de sécurité sociale est compensée à due concurrence par la majoration de l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I^{er} du livre III du code des impositions sur les biens et services.

EXPOSÉ SOMMAIRE

La clause de sauvegarde des médicaments est une contribution qui a pour objectif de maîtriser les dépenses courantes de ces produits dans le cadre des lois de financement de la sécurité sociale.

Pour la première fois, il est proposé dans le cadre du PLFSS pour 2023, d'intégrer dans l'assiette de ces contributions l'ensemble des médicaments acquis par l'agence nationale de santé publique (Santé publique France). Cet établissement public sous tutelle du ministère de la santé peut être amené, dans des circonstances exceptionnelles comme une crise sanitaire, à acheter divers produits de santé pour protéger la population.

Néanmoins, il apparaît incohérent que ces achats intègrent l'assiette des contributions des industriels du secteur et particulièrement les petites et moyennes entreprises (Biotech) qui verront leurs capacités d'investissement et d'innovation ralenties.

Cette disposition apparaît précipitée et nécessiterait une ample concertation des parties prenantes pour éventuellement trouver des mécanismes différenciés en fonction de la taille l'entreprise.

C'est pourquoi cet amendement propose de se cantonner aux modalités actuelles de calcul de cette clause de sauvegarde.